

SITUATION DU HANDICAPÉ À TIZI-OUZOU

Un expert mondial en parle à Bouzeguène

**Martinez Thierry, un Français de mère marocaine, expert international du handicap, directeur de trois établissements pour enfants et adultes déficients mentaux, et d'un service d'hébergement pour adultes handicapés mentaux en France.**

Il est l'invité du chef de projet du centre psycho-pédagogique pour enfants déficients mentaux par le biais de Handicap international qui subventionne les projets de scolarisation des enfants en situation de handicap. M. Martinez promet de parrainer le centre «à condition qu'il y ait cette volonté d'avancer en professionnalisant la structure et en référant aux relations transversales avec des partenaires comme l'éducation», car, soutient-il, «on n'est pas dans le caritatif». Un satisfecit est déjà accordé au centre par l'hôte de Bouzeguène qui a constaté de visu le fonctionnement du centre où il a trouvé «des choses positives dans un fonctionnement crédibilisé de la structure», mais surtout le travail accompli par les éducatrices créditées d'une belle mention par l'expert du handicap qui a insisté sur la nécessaire professionnalisation du centre à

doter d'un directeur à l'effet de déterminer les tâches et de se détacher progressivement du bénévolat au profit d'actions concertées et concrètes.

Le spécialiste du handicap promet en effet de revenir constater si le centre a fait des efforts et respecté ses engagements. «C'est à cette condition que je mettrai à la disposition du centre quelqu'un avec du matériel pour spécialiser le centre. Sur un autre plan, M. Martinez n'est pas d'accord avec ceux qui leurrent les parents de handicapés en promettant l'intégration totale des enfants déficients – la déficience est, selon lui, irréversible – et que seul un accompagnement peut sauver. Il s'agira, selon notre interlocuteur, de préparer progressivement les familles à accepter le handicap de leurs enfants et donc leur intégration dans un dispositif approprié comme l'intégration par le sport.

Fervent défenseur de la communication, M. Martinez suggère de responsabiliser les écoles au fait qu'il ne faut pas mettre les enfants en situation d'échec par rapport à leurs autres camarades. Martinez a constaté durant son séjour d'une semaine que certains enfants du

centre ayant vécu des situations de maltraitance ne souffrent pas de déficience intellectuelle mais présentent des troubles comportementaux qui ne leur permettent pas d'accepter un accompagnement, mais ils peuvent en revanche accéder à un apprentissage. Au contact d'enfants dits normaux, certains comportements ont complètement disparu. Fort de son expérience, notamment en France, l'expert du handicap, qui a rencontré des hommes de

terrain à l'image de certains directeurs d'école, suggère de mettre à disposition des handicapés en situation de déficience mentale légère trois ou quatre demi-journées de travail spécifique dans les écoles et de sélectionner certains d'entre eux pour aller vers d'autres enfants dans les moments informels. Un lieu où se créeront des moments d'affection. Aux problèmes vécus par des enfants dyslexiques, M. Martinez suggère le recours à

des logiciels pour palier la manipulation de stylos et procéder à des évaluations cliniques des enfants. La question étant pour les enfants en situation de handicap d'accéder davantage à des apprentissages.

Il affirme que si un retard scolaire ne peut pas se rattraper, aller à l'école ce n'est pas rien. L'essentiel étant de permettre à ces enfants de se confronter à leurs camarades dits normaux.

S. Hammoum

AÏN-ZAOUÏA

L'exécutif communal dissous

Le P/APC de la commune de Aïn-Zaouïa, d'obédience FFS, a, en compagnie de quatre élus du FLN, délibéré pour dissoudre l'exécutif communal. Pour rappel, cette municipalité est à majorité FFS après l'alliance ficelée avec un élu du RCD au lendemain des élections locales (4 élus FFS et 1 du RCD).

Les 4 autres élus sont du FLN. Les faits remontent au mois d'octobre dernier lorsque le P/APC a reçu l'aval, lors d'une assemblée générale des militants de la section locale, pour dissoudre l'exécutif communal. Seulement, les trois autres élus du parti, qui étaient contre cette décision, n'avaient pas assisté à cette réunion. A partir de là, la crise en sein de cette APC ne pouvait que perdurer, car il n'est pas facile au maire de cohabiter avec des élus, même de même parti, pour le restant du mandat

municipal. Si cela s'avérerait exact, c'est le parti de l'ex-opposition qui prendrait la majorité pour tirer les dividendes et si ce n'est pas ce cas, l'APC sera bloquée. Aux dernières nouvelles, le maire, nous dit-on, aurait sollicité et chargé la section locale du parti dans le but de mener des négociations pour une nouvelle alliance. Mais cette démarche n'aura probablement aucun écho du côté de ses camarades issus de son parti quand on sait que dès le départ ils n'avaient pas adhéré à la démarche. Basculeront-ils dans l'opposition ? Quelle sera la position de la fédération du parti ? Les réponses seront connues dans les prochains jours. Certains proches du parti tablent même sur une mesure de suspension ou une levée de la couverture politique à tout fautif. Nous y reviendrons.

Slimane S.

OUVERTURE DE L'ANNÉE JUDICIAIRE 2009-2010

CONSTANTINE

Sous le signe de l'amélioration du service public

**La cérémonie d'ouverture de l'année judiciaire 2009-2010 à la cour de Constantine, tenue hier au palais de la justice, fut une occasion pour le procureur général de dresser le bilan d'activité de l'exercice précédent.**

La cour de Constantine a enrôlé environ 57 000 affaires pénales et 14 000 affaires civiles dont, respectivement 54 250 et 8 550 affaires ont été traitées. Soit un taux de couverture de l'ordre de 95% pour les affaires pénales et 61% pour les affaires civiles.

Les tribunaux de cette même juridiction se

sont penchés, quant à eux, sur près de 65 000 affaires pénales et un peu plus de 19 000 affaires civiles. Il en reste à trancher, respectivement, 7 700 et 5 250, soit un taux de traitement à hauteur de 88% pour les affaires pénales et de 73% pour les affaires civiles. Les affaires pendantes, rassure le procureur général, devront d'être traitées lors des prochaines sessions. L'objectif est, néanmoins, ajoutera le même responsable, l'amélioration de la qualité du service. Ce responsable a mis en exergue les efforts consentis par l'Etat pour la réforme de la

justice, surtout en matière de ressources humaines avec à la clé le recrutement de 1 500 juges, soit une augmentation de 50% des effectifs. De plus, la promulgation d'une batterie de textes juridiques facilitant le traitement des affaires et également le domaine de compétence de chacun. Il convient de signaler que le rôle de la présente session criminelle, ouverte il y a 15 jours, inclut près d'une centaine d'affaires dont une bonne dizaine ont trait aux activités terroristes.

L. H.

MOSTAGANEM

Pour une modernisation de l'outil de travail

**La cérémonie d'ouverture de l'année judiciaire 2009/2010, présidée par M. le président de la cour de Mostaganem, s'est déroulée jeudi dernier à la nouvelle cour de Mostaganem.**

En présence de M<sup>me</sup> la wali, des autorités locales et militaires, et du corps de la justice, le président de la cour est revenu sur le bilan réalisé dans l'exécution de la réforme du secteur de la justice. Le président de la cour a fait savoir l'intérêt de moderniser les outils de travail d'où l'importance d'une application rapide des jugements de justice. A ce propos, le taux d'application des jugements dans les tribunaux de la wilaya est à un bon niveau puisque 33 672 affaires pénales ont été traitées au niveau des tribunaux de Mostaganem, Sidi Ali et Aïn

Tedeles, et 9 591 affaires civiles l'ont été au courant de cette année. Évoquant le domaine pénal avec notamment le respect

des droits des détenus, M. le président de la cour a fait remarquer que les conditions de détention sont bonnes et s'amélioreront davantage à l'avenir, en mettant en exergue la détermination de la justice à lutter

contre la corruption sous toutes ses formes. Le perfectionnement des magistrats a été soulevé ; ainsi, des formations en Algérie et à l'étranger seront organisées à l'attention de nos juges.

A. B.

La violence, un phénomène qui prend de l'ampleur dans les écoles

Un élève du lycée de Khadra a été mis en détention préventive par le juge des mineurs suite à des blessures graves infligées à son camarade de classe de même âge. L'apparition des armes blanches est très inquiétante dans nos écoles et témoigne de l'ampleur de ce phénomène. Un affrontement dans la cour du lycée a donné l'occasion à l'agresseur d'user d'un couteau et de le planter dans l'œil gauche de son camarade, plongeant le lycée dans un grand émoi avec l'intervention des gendarmes. L'élève agressé a perdu son œil, il est hospitalisé à l'heure actuelle. Dans le même contexte, la semaine dernière, un élève du lycée de Aïn Tedeles a perforé le nez de son professeur de philosophie avec une arme blanche. Le maître a déposé plainte et la direction de l'éducation s'est portée partie civile dans cette affaire.

A. B.

MILIANA

Une femme tuée et une autre blessée dans un drame familial

Mardi dernier, le quartier Les Palmiers, situé à l'entrée est de la ville de Miliana, plus précisément au lieudit Sekrifa, a été le théâtre d'un drame familial où une femme a trouvé la mort et une autre gravement blessée. En effet, ce jour-là, peu après 15 h, un jeune homme âgé d'une trentaine d'années, demeurant au quartier Korkah, ouest de la ville, se rend chez une famille proche demeurant à Sekrifa. Pour des raisons que l'enquête policière de la sûreté de la daïra de Miliana s'attache à élucider, il assène deux coups de couteau au thorax et au cou à sa tante âgée de 56 ans et deux autres coups à sa grand-mère âgée de 78 ans. Les 2 femmes gravement blessées ont été évacuées sur l'hôpital Farès-Yahia de Miliana. La tante décède au cours de l'intervention chirurgicale. Elle a été enterrée mercredi dernier au cimetière de Aïn Defla. La grande-mère se remet doucement de ses blessures ; samedi, elle était encore hospitalisée. Le jeune homme a disparu. Il est activement recherché.

Karim O.